

Tél : 05-49-44-83-71

Fax : 05-49-44-83-91

## PROTECTION DES CAPTAGES

### DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

----

<u>Commune(s) :</u>	<b>Cuzay-sur-Vonne (86)</b>
<u>Captage(s) :</u>	<b><i>Forage infra-toarcien de « La Forêt »</i></b>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	<b>SIAEPA de LUSIGNAN</b>

### SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

-----

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 10/03/2008

Arrêté de DUP : 21/07/2010

Inscription aux Hypothèques :

-----

Pièces jointes à ce document :

- Arrêté de DUP
- Avis hydrogéologique



PREFET DE LA VIENNE

Agence Régionale de Santé

Poitou-Charentes

-----

Direction de la Santé Publique

-----

Vigilances et sécurités de l'environnement  
et des milieux de la Vienne

ARRÊTÉ N° 2010/ARS/VSEM/012

en date du **21 Juillet 2010**

**Autorisant le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (S.I.A.E.P.A.) de la région de Lusignan à prélever des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir d'un forage à l'infratoarcien de *La Forêt*, situé sur le territoire de la commune de Curzay-sur-Vonne et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :**

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

-----

**Le Préfet de la région "Poitou-Charentes", Préfet de la Vienne  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

-----

**VU** la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-66 ;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

**VU** le code minier et notamment l'article 131 ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

**VU** la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

**VU** la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

**VU** la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

**VU** la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

**VU** le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

**VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

**VU** le décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau ;

**VU** le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) 2010/2015 du bassin Adour-Garonne adopté par le comité de bassin le 16 novembre 2009 et approuvé par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2009 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1<sup>er</sup> juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

**VU** les études préalables hydrogéologiques et environnementales et le document d'incidences de juillet 2007 ;

**VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, du 10 mars 2008 ;

**VU** l'avis de la commission des captages du 26 juin 2008 ;

**VU** le dossier présenté par le pétitionnaire ;

**VU** la délibération du comité syndical en date du 18 juin 2009 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines à partir du captage à l'infratoarcien de « *La Forêt* » (commune de Curzay-sur-Vonne) avec l'engagement d'indemniser les usagers des dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été occasionnés, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ces captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-268 du 5 octobre 2009 prescrivant l'ouverture du jeudi 12 novembre 2009 au vendredi 27 novembre 2009, sur la commune de Curzay-sur-Vonne, des enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de :
  - la dérivation des eaux souterraines ;
  - l'exploitation et la distribution d'eau à usage des populations humaines ;
  - l'établissement des périmètres de protection et des servitudes afférentes ;
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;
- relative à la demande d'autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, au titre de la loi sur l'eau.

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 24 juin 2010 ;

**CONSIDERANT** que ce captage est nécessaire à l'alimentation en eau potable du S.I.A.E.P.A. de Lusignan ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du S.I.A.E.P.A. de Lusignan sont justifiés ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur général de l'ARS Poitou-Charentes ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines à partir du forage à l'infratoarcien de « **La Forêt** » (code BSS : 05895X0017) situé sur la commune de Curzay-sur-Vonne (Vienne) à environ 1,8 km au Nord du bourg.

Sa localisation selon les points de coordonnées Lambert (zone II) et l'altitude NGF sont les suivantes :

**X** = 424,600 km

**Y** = 2 170,070 km

**Z**<sub>EPD</sub> = + 156 m

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P.A. de Lusignan relatifs :

- au captage à l'infratoarcien de "**La Forêt**" ;
- à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
- à la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

## **SECTION I – DERIVATION DES EAUX**

### **Article 2**

Le S.I.A.E.P.A. de Lusignan est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines situées dans la nappe aquifère captive infratoarcienne, par le forage de "**La Forêt**", situé sur le territoire de la commune de Curzay-sur-Vonne dans la Vienne.

### **Article 3**

Les volumes prélevés ne pourront pas excéder **60 m<sup>3</sup>/h** et **1200 m<sup>3</sup>/j** soit 20 h de pompage au maximum par jour.

Ces débits pourront être réduits à la demande du service de la police l'eau.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

#### **Article 4**

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent pas dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

## **SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION**

#### **Article 5**

Il a été établi des périmètres de protection dans les limites indiquées figurant sur les cartes et plans joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que dans l'annexe de cet arrêté sur une carte au 1/25000<sup>ème</sup>.

### **Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**

#### **5.1 – Périmètre de protection immédiate**

Il concerne la parcelle n° 368 de la section B, d'une superficie globale de 0 ha 55 a 77, au lieu-dit « Le Gros Chêne » sur la commune de Curzay sur Vonne.

Le terrain qui doit être protégé contre le ruissellement des eaux extérieures est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins deux mètres de hauteur et d'un portail d'accès équipé d'un dispositif de verrouillage. Un système anti-intrusion doit être installé sur l'accès au bâtiment d'exploitation et au captage. La tête de l'ouvrage sera étanchéifiée pour empêcher les infiltrations d'eaux superficielles.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

Le fossé collecteur étanche existant et longeant le chemin communal le long du périmètre de protection immédiate doit être nettoyé et curé régulièrement (au moins une fois par an).

#### **5.2 – Périmètre de protection rapprochée :**

D'une superficie de **26 hectares** environ, l'emprise du périmètre de protection rapprochée est limitée compte tenu de la bonne protection naturelle de la nappe aquifère infratoarcienne.

##### **5.2.1- Activités interdites :**

Elles concernent les activités suivantes qui sont résumées dans le tableau des prescriptions en annexe. Les rubriques interdites portent sur :

**1** - La création de forages ou de puits autres que pour l'AEP. (Alimentation en Eau Potable).

**5** - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

### 5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

Rubriques	Activités	Réglementation spécifique
2	<i>L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières</i>	Aucune excavation ne devra atteindre les marnes du Toarcien. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ne pourront être envisagées que dans les formations superficielles ou dans le supertoarcien.
3	<i>L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome</i>	Aucune excavation ne devra atteindre les marnes du Toarcien. Les travaux ne devront pas générer de pollution des eaux superficielles et souterraines.
4	<i>Le remblaiement d'excavations, de carrières ou de gravières existantes.</i>	Le rebouchage des tranchées autorisées devra être réalisé avec des matériaux inertes et non solubles, dans un délai de deux ans maximum après la signature de l'arrêté préfectoral.
6	<i>L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau</i>	Le radier des constructions superficielles ou souterraines ne devra pas atteindre les marnes toarciennes.
7	<i>L'implantation d'ouvrages collectifs de transport ou de traitement d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.</i>	Les ouvrages de transport devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être étanches et leur étanchéité contrôlée tous les 3 ans.
8	<i>L'infiltration des eaux pluviales</i>	Les eaux pluviales, même traitées ne peuvent être infiltrées au-delà des marnes toarciennes.

### 5.2.3 Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

### 5.3 – Périmètre de protection éloignée

D'une superficie de **2980 hectares** environ, le périmètre de protection éloignée correspond au bassin versant hydrogéologique. Il n'a pas été proposé de prescription spécifique et c'est la réglementation générale qui s'applique.

Une vigilance particulière doit cependant être maintenue vis-à-vis de :

- La création ou la mise en exploitation de tout nouveau point d'eau (y compris les forages de reconnaissance) ;
- L'installation de décharges, ouverture de carrière et d'excavations atteignant les marnes toarciennes ;
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques ;

### Article 6

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

## **Article 7**

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre en conformité avec les prescriptions citées à l'article 5 et le cas échéant, avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

## **Article 8 : sanctions**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

# **SECTION III – RESEAU DE CONTROLE**

## **Article 9**

Une surveillance analytique renforcée (au minimum tous les 2 mois) de la qualité des eaux brutes concernant les teneurs en fer et en fluor devra être intégrée dans le contrôle sanitaire réglementaire des eaux. Cette surveillance portera également sur les eaux traitées vis-à-vis des teneurs en fer, nitrates et fluor après mélange avec celles du captage au supratoarcien.

Des robinets d'eau brute et d'eau traitée, facilement accessibles et étiquetés devront être installés par l'exploitant après avis du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

# **SECTION IV – DISTRIBUTION DES EAUX**

## **Article 10**

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous la surveillance du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

Les eaux trop ferrugineuses et fluorées devront faire l'objet d'une déferrisation puis d'un mélange avec celles du captage au supratoarcien dépourvues de fluor (mais trop nitratées) et subir une étape de désinfection finale avant distribution sur réseau.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Préfet ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

# **SECTION V – DISPOSITIONS DIVERSES**

## **Article 11 : information des tiers**

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Curzay sur Vonne et un extrait sera affiché en mairie pendant un mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à l'Agence Régionale de la Santé Poitou-Charentes – Délégation territoriale de la Vienne – 4 rue Micheline Ostermeyer BP 20570 - 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

## **Article 12 : mise à jour du plan local d'urbanisme**

Les servitudes instaurées dans le périmètre de protection rapprochée du point d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal : 1 an).

## **Article 13 : recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## **Article 14 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du S.I.A.E.P.A. de Lusignan, le maire de la commune de Curzay sur Vonne, le directeur départemental des Territoires, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le **21 JUIL. 2010**

P/le Préfet de la Région Poitou-Charentes,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vienne,



**Jean-Philippe SETBON**



<b>TABLEAU DES PRESCRIPTIONS</b>		<b>Protection rapprochée</b>		<b>Protection éloignée</b>
<b>N°</b>	<b>DEFINITION DES ACTIVITES</b>	<b>Interdiction</b>	<b>Réglementation spécifique</b>	<b>Réglementation spécifique</b>
<b>1</b>	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	<b>X</b>		
<b>2</b>	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		<b>X</b>	
<b>3</b>	L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome		<b>X</b>	
<b>4</b>	Le remblaiement d'excavations, de carrières ou de gravières existantes		<b>X</b>	
<b>5</b>	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	<b>X</b>		
<b>6</b>	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		<b>X</b>	
<b>7</b>	L'implantation d'ouvrages collectifs de transport ou de traitement d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.		<b>X</b>	
<b>8</b>	L'infiltration des eaux pluviales		<b>X</b>	
<b>9</b>	L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestiques			
<b>10</b>	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux, susceptibles de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7, hors desserte locale			
<b>11</b>	Les installations de stockage, à usage domestique, d'hydrocarbures liquides ou tous autres produits chimiques susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			
<b>12</b>	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 11, 13 et 14 et celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau			
<b>13</b>	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques			
<b>14</b>	Le stockage de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et le stockage de matières fermentescibles destinés à l'alimentation du bétail			
<b>15</b>	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			
<b>16</b>	L'épandage de produits ou substances autres que ceux de la rubrique 17, ainsi que l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
<b>17</b>	L'épandage ou l'infiltration de déjections animales de siccité inférieure à 20 % (purin et lisier de bovin, lisier de porcins) ou riches en phosphore (fumier de volailles de chair, fientes et fumier de poules pondeuses, fumier et lisier de canards, lisier de lapins), de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux d'origine industrielle			
<b>18</b>	La création d'étables, de stabulations libres ou de tout élevage hors-sol ou de plein air			
<b>19</b>	Le pacage des animaux			
<b>20</b>	L'installation d'abreuvoirs, des points d'affouragement ou d'abris destinés au bétail			
<b>21</b>	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
<b>22</b>	La création d'étangs ou de retenues			
<b>23</b>	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			
<b>24</b>	La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
<b>25</b>	Le drainage des sols			
<b>26</b>	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques			

**NB :** En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique



# Commune de Curzay-sur-Vonne

## Périmètres de protection du captage infra-toarcien de la Forêt

Maître d'ouvrage et exploitant : SIAEPA DE LUSIGNAN

